

MINUTE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MEUSE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION
BUREAU DE LA REGLEMENTATION ET DE L'ENVIRONNEMENT

AK/EV

LE PRÉFET DE LA MEUSE,

D. R. I. R. E.

Dossier d'autorisation n° 2473-10

Arrêté n° 93-2383

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée,

VU l'arrêté préfectoral n° 2473 du 5 juillet 1976 modifié les 24 juin 1988, 7 septembre 1990 et 7 mai 1992 autorisant la société ICI C et P FRANCE S.A. à exploiter sur le territoire de la ville de VERDUN - écart de BALEYCOURT - une usine de fabrication de produits chimiques,

VU l'arrêté préfectoral n° 91-3 du 2 janvier 1991 autorisant la société ICI C et P FRANCE S.A. à exploiter, sur le territoire de la commune de VERDUN, dans l'enceinte de son établissement de BALEYCOURT, un atelier pilote permettant la production à petite échelle d'esters,

VU l'arrêté préfectoral n° 92-4066 du 30 septembre 1992 relatif à la mise en conformité des moyens de lutte contre l'incendie du dépôt de liquides inflammables de l'usine ICI C et P FRANCE S.A. à VERDUN - écart de BALEYCOURT,

.../...

VU la lettre du 27 septembre 1993 par laquelle M. PUYAUBREAU, directeur de la société ICI C et P FRANCE S.A. - établissement de BALEYCOURT à VERDUN - déclare modifier l'atelier d'estérification qu'il exploite en vue de fabriquer des esters d'huile végétale,

VU le dossier présenté à l'appui de la demande,

VU les rapport et propositions du 1er octobre 1993 de l'inspecteur des installations classées (D.R.I.R.E.),

VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène du 12 octobre 1993,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la MEUSE,

ARRETE

Article premier -

La société ICI C et P France S.A. - établissement de BALEYCOURT à VERDUN - est autorisée à modifier les conditions d'exploitation :

- de l'atelier pilote de fabrication d'esters autorisé par l'arrêté préfectoral 91-3 du 2 janvier 1991,

- de l'atelier de fabrication de plastifiants autorisé par l'arrêté préfectoral 2473 du 5 juillet 1976

pour la fabrication d'esters d'huile végétale.

La capacité de fabrication sera de 7 tonnes/heure de produits finis.

Les modifications apportées portent sur les activités classables suivantes :

.../...

- Installation de simple mélange à froid de liquides inflammables

citerne d'homogénéisation: 25m3

Ballon de recette : 5 m3

Rubrique 261-a) Déclaration

- Groupe frigorifique de puissance électrique de 75KW

Rubrique 361-b-2 Déclaration

sous réserve des dispositions ci-après.

Article 2 -

Les stockages de matières premières et de produits finis seront:

PRODUIT	QUANTITE MAXIMALE STOCKEE	LOCALISATION	OBSERVATIONS
Huile végétale	2x500 m3	Stockage de liquides inflammables	Citernes existantes
Méthanol	30 m3	Stockage de liquides inflammables	Capacité autorisée arrêté n°2473-8
Méthylate dans le méthanol	container ou fût de 1 t	Zone à l'Est du stockage de liquides inflammables	Dépotage direct en fabrication
Acide acétique	container ou fût de 1 t	Zone à l'Est du stockage de liquides inflammables	Dépotage direct en fabrication
Ester d'huile végétale	2x500 m3	Stockage de produits finis esters	Citernes existantes, stockage non classé
"	2x200 m3	Nouveau stockage au Sud-Est de l'atelier d'Esters	stockage non classé
Autres esters	4x200 m3	Nouveau stockage au Sud-Est de l'atelier d'Esters	stockage non classé
Glycérine	250 m3	Stockage au Sud-Est de l'atelier d'Esters	Citerne existante, stockage non classé

Article 3 -

Les installations seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et descriptifs joints à la demande JLP/JG/203 du 13 septembre 1993.

Toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande

.../...

d'autorisation doit être portée avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

I - PRESCRIPTIONS GENERALES

Article 4 -

Les installations seront exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral modifié 2473 du 5 juillet 1976 et de l'arrêté préfectoral 91-3 du 2 janvier 1991.

Article 5 - Installations de stockage

Les dépôts cités à l'article 2 ci-dessus seront exploités conformément

* aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides annexées aux arrêtés des 9 novembre 1972 et 19 novembre 1975

* à l'arrêté préfectoral 92-4066 du 30 septembre 1992.

Les réservoirs de méthylate de sodium et d'acide acétique ne seront pas stockés dans la même cuvette de rétention.

II - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Article 6 - Pollution des eaux

La pollution organique issue de la fabrication d'esters d'huile végétale sera limitée à 2,6 kg de DCO par tonne de produits finis fabriqués. Le débit d'eaux résiduelles rejetées vers le bassin tampon puis vers la station de traitement biologique sera inférieur à 140 litres par tonne de produits finis fabriqués.

Article 7 - Pollution de l'air

Les vapeurs issues de la pompe à vide seront condensées et traitées dans une tour de lavage. Le rejet d'hydrocarbures à l'atmosphère sera limité à 200g/heure.

Article 8 - Contrôles

Dans le délai d'un mois après le démarrage des installations, un contrôle des rejets liés aux articles 6 et 7 précédents sera réalisé aux frais de l'exploitant.

.../...

Les résultats seront transmis à l'inspecteur des installations classées qui pourra exiger de l'exploitant tout contrôle complémentaire réalisé à ses frais.

Article 9 - Risques d'incendie et d'explosion -

Les appareils contenant des produits inflammables à la température d'utilisation seront inertés à l'azote.

Les appareils et tuyauteries seront protégés des effets de pression et seront conçus dans des matériaux compatibles avec les produits manipulés.

Article 10 -

Les nouvelles constructions et l'exploitation des installations prendront en compte les risques des unités voisines et notamment ceux engendrés par les dépôts et l'utilisation de chlore. L'exploitant veillera à ce qu'aucun nouvel appareil ne soit susceptible d'avoir une incidence sur ces unités voisines.

Article 11 -

Les dispositions des arrêtés-types 261-a et 361-b-2 sont applicables aux installations qui les concernent.

Article 12 -

- M. le Secrétaire Général de la préfecture,
- Melle l'Inspecteur des installations classées (D.R.I.R.E.),
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- M. le Maire de la ville de VERDUN,
- M. le Sous-Préfet de VERDUN,
- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le Directeur départemental de l'équipement,
- M. le Directeur départemental du travail et de l'emploi,
- Mme le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- M. le Directeur du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile,
- Mme le Chef du service départemental de l'architecture,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à titre de notification à M. le Directeur de la société ICI C et P FRANCE S.A. - usine de BALEYCOURT - B.P. 95 - 55103 VERDUN CEDEX.

BAR LE DUC, le
Le Préfet,

19 octobre 1993

Colette HOREL

